

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 20/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

NEXTER ARROWTECH

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20220560

Code AIOT : 0010003876

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2022 dans l'établissement NEXTER ARROWTECH implanté Route de Villeneuve 18570 LA CHAPELLE ST URSIN. L'inspection a été annoncée le 21/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXTER ARROWTECH
- Route de Villeneuve 18570 LA CHAPELLE ST URSIN
- Code AIOT : 0010003876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED

La société NEXTER ARROWTECH a pour activité la fabrication de munitions.

Le site de La Chapelle Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers (18). Il a une superficie de 220 hectares et emploie actuellement environ 400 salariés (600 en tenant compte de l'ensemble des sous-traitants).

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques

4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à Autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à la visite d'inspection du 1^{er} juillet 2021 ;
- la gestion des interventions réalisées par des entreprises extérieures, dont le système de gestion de la sécurité (SGS) concernant l'organisation et la formation, la maîtrise des procédés et d'exploitation, la gestion des situations d'urgence ;
- le système de gestion de la sécurité (SGS) concernant l'évaluation du risque d'accident majeur ;
- les conditions de stockage des produits explosifs ainsi que la gestion de l'état des stocks (visite de soutes de stockage et/ou atelier pyrotechnique) ;
- le respect des restrictions des usages de l'eau pendant la sécheresse ;
- les garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La plaquette d'information au public, contenant notamment une fiche relative aux bons réflexes en cas d'alerte à destination des riverains en cas de déclenchement de la sirène PPI, date de 2011 et mérite d'être mise à jour. L'article R741-30 du Code de la sécurité intérieure prévoit notamment une mise à jour au moins tous les 5 ans.

L'inspection formule de nouveau la remarque libellée lors de la visite d'inspection du 1er juillet 2021: ***à gée de 11 ans, la plaquette d'information du public sur les risques des sites NEXTER ARROWTECH et MBDA mérite d'être actualisée. L'article R741-30 du Code de la sécurité intérieure prévoit notamment une mise à jour au moins tous les 5 ans.***

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	D2 visite 01/07/2021 : RIA	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article Point VI de l'article 3	/	Sans objet
3	SGS – Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 2	/	Sans objet
4	SGS – Formation aux risques et aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3	/	Sans objet
12	Gestion de l'état des stocks des produits pyrotechniques : 109F et 110F	AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 – point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)	/	Sans objet
16	Sécheresse et restrictions des usages de l'eau	AP Complémentaire du 05/07/2007, article 3	/	Sans objet
19	Garanties financières "mise en sécurité"	AP Complémentaire du 02/11/2015, article 6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
20	Garanties financières "Seveso"	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	R2 visite 01/07/2021 : protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
5	SGS – Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1	/	Sans objet
6	SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1	/	Sans objet
7	SGS – Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 5	/	Sans objet
8	Permis de travail et permis de feu	Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 11 (réalisation de travaux)	/	Sans objet
9	Dispositions constructives : magasins 109F et 110F, atelier 101F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – points I et XII	/	Sans objet
10	Propreté : magasins 109F et 110F, atelier 101F	Autre du 01/12/2019, article 8.1.1 (page 94)	/	Sans objet
11	Désherbage-débroussaillage : magasins 109F et 110F, atelier 101F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)	/	Sans objet
13	Protection contre la foudre (vérification périodique) : 109F, 110F, 101F	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Moyens incendie (ressources disponibles) : 109F, 110F, 101F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – point VI	/	Sans objet
15	Moyens incendie (vérification périodique) : 109F, 110F, 101F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – point VI	/	Sans objet
17	Sécheresse et restrictions des usages de l'eau	AP Complémentaire du 05/07/2007, article 4	/	Sans objet
18	Sécheresse et restrictions des usages de l'eau	AP Complémentaire du 05/07/2007, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article Point VI de l'article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie : RIA (robinets incendie armés)
Point de contrôle déjà contrôlé : inspection du 01/07/2021 (D2)
<p>Prescription contrôlée : L'établissement disposera d'un réseau d'eau d'incendie [...]. Ce réseau comportera des robinets d'incendie munis de raccord normalisés. [...] Les précautions nécessaires seront prises pour que le matériel d'incendie soit utilisable en période de gel. Il devra être maintenu en bon état et vérifié périodiquement. [...]</p>
<p>Constats : Les 3 RIA dans les bâtiments 93F, 50F et 51F, ayant fait l'objet d'observations dans le rapport de vérification de mars 2021, n'ont pas fait l'objet des travaux de réparation prévus (ils sont toutefois fonctionnels).</p>
<p>Observations : Constat du 01/07/2021 : La dernière vérification annuelle des 52 RIA de l'ensemble du site a été réalisée le 22 mars 2021 par la société France Protection Incendie (soit il y a moins d'un an). Le rapport précise que 4 RIA sont hors service. L'exploitant a présenté un devis de la société France Protection Incendie daté du 30/03/2021 concernant le remplacement des 4 RIA. La commande des 4 RIA à remplacer n'a pas été signée car ces travaux sont inclus dans un dossier de demande d'investissements plus global. L'exploitant a déclaré que les travaux seront réalisés en août 2021. → D2 = L'exploitant justifiera à l'inspection le remplacement des 4 RIA hors service, identifiés dans le rapport de vérification de la société France Protection Incendie daté du 22/03/2021.</p> <p>La réponse de l'exploitant par courrier du 22/11/2021 est : L'organisme de contrôle a identifié 4 RIA « HS » : 3 d'entre eux nécessitent un réglage et un graissage, et le dernier nécessite le remplacement de la vanne. Ces interventions seront réalisées en S52 car elles nécessitent une coupure en eau du site.</p> <p>Constat du 12/09/2022 : L'inspection a consulté le rapport relatif à la vérification des RIA réalisée en mars 2022. Il reste à traiter les observations pour les 3 RIA suivants : - bâtiment 93F : résultats des mesures : pression statique = 8 bar ; pression en fonctionnement = 4 bar. Observation = vanne à changer. L'exploitant précise qu'il n'est pas nécessaire de remplacer la vanne, mais qu'un remplacement de joint suffit pour stopper la petite fuite d'eau. - bâtiments 50F et 51F : résultats des mesures : pression statique = 7 bar ; pression en fonctionnement = 4,5 bar. Observation = tambour à changer. L'exploitant précise qu'il n'est pas nécessaire de remplacer le tambour, mais qu'un remplacement du roulement du tambour et un graissage suffisent pour permettre au tambour de tourner plus facilement et sans grincer. L'exploitant précise que les RIA sont toutefois fonctionnels et que les réparations seront réalisées d'ici 2 mois. L'exploitant explique que les réparations ont tardé car il n'était pas d'accord avec la société de contrôle qui demande le remplacement complet des RIA alors que des petites réparations (moins coûteuses) sont possibles.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : R2 visite 01/07/2021 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre : paratonnerre du bât 141F
Point de contrôle déjà contrôlé : inspection du 01/07/2021 (R2)
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. [...] Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 01/07/2021 : La dernière vérification annuelle de la totalité des installations de protection contre la foudre de l'établissement a été réalisée du 18 au 19 juin 2020 par la société DEKRA. Il s'agissait d'une vérification complète. → R2 : Le rapport de DEKRA relatif à la vérification des installations de protection contre la foudre réalisée les 18 et 19 juin 2020 ne précise pas la valeur du compteur d'impact pour les paratonnerres des bâtiments 141F et 143F. L'exploitant est invité à veiller au relevé de la totalité des compteurs d'impact lors de la prochaine vérification. La réponse de l'exploitant par courrier du 22/11/2021 est : La remarque a été prise en compte et la valeur du compteur d'impact pour les paratonnerres des bâtiments 141F et 143F apparaissent sur le rapport de 2021. Vous trouverez en documents joints les extraits de ces rapports pour les 2 paratonnerres concernés. Analyse de la réponse par l'inspection : Le rapport de 2021 indique une valeur de 0 pour le relevé du compteur d'impact du paratonnerre du bâtiment 143F, toutefois aucune valeur n'est indiquée pour le relevé compteur d'impact du paratonnerre du bâtiment 141F. La remarque est partiellement prise en compte. Constat du 12/09/2022 : L'inspection a consulté le rapport relatif à la dernière vérification des installations contre la foudre réalisée par Bureau Veritas du 11 au 20 juillet 2022 ; il s'agissait d'une vérification complète. Concernant le paratonnerre du bâtiment 141F, le rapport ne mentionne aucune observation et précise le relevé du compteur d'impact (égal à 0).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : SGS – Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 2
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.</p>
<p>Constats : L'exploitant précisera le délai supplémentaire qui lui est nécessaire pour remettre l'étude de dangers (EDD) complétée et mise à jour, suite à la demande de compléments formulée dans le courrier préfectoral du 20 avril 2022.</p>
<p>Observations : Le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) prévoit que l'étude de dangers est établie conformément à la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers. Elle permet d'identifier les potentiels de danger, leur localisation sur le site, les scénarios associés et d'évaluer leur probabilité et leur gravité. De cette évaluation découle la liste des scénarios d'accidents majeurs pouvant survenir sur le site ainsi que les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) associées. L'étude de dangers est réexaminée tous les cinq ans afin de statuer sur la nécessité d'une mise à jour. Sans attendre le ré-examen quinquennal, les risques d'accidents majeurs sont identifiés en continu via la procédure relative à la conception et gestion des modifications.</p> <p>Dans le cadre de la révision quinquennale de son étude de dangers, l'exploitant a transmis par courrier du 16 décembre 2016 une note technique relative au réexamen de son étude de dangers qui a conclu à la nécessité de mettre à jour l'étude de dangers. En avril 2018, l'exploitant a transmis la mise à jour de son étude de dangers. L'inspection a formulé une demande de compléments par courrier du 24 janvier 2019. Par courrier du 23 décembre 2019, l'exploitant a transmis une 2ème version complétée de la mise à jour de son étude de dangers. Les éléments transmis ne répondant pas en totalité à la demande de compléments formulée, un courrier préfectoral précisant que l'étude des dangers doit être complétée dans un délai de 3 mois a été adressé à l'exploitant le 20 avril 2022.</p> <p>Par courrier du 25 juillet 2022, l'exploitant a transmis certains éléments de réponse et sollicité un délai supplémentaire sans toutefois préciser la durée nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : SGS – Formation aux risques et aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>

Constats : Il serait utile de définir une périodicité de renouvellement de la formation générale des risques SSE hors pyrotechnie (niveau 3) dispensée aux entreprises extérieures résidentes sur le site afin de garantir le maintien du niveau de connaissances des personnes formées.

Observations : L'inspection du SGS a porté sur la gestion des entreprises extérieures (EE) intervenant au sein de l'établissement NEXTER ARROWTECH.

L'exploitant tient à jour une liste qui recense 264 entreprises extérieures.

L'exploitant classe les entreprises extérieures en 3 catégories :

1) les entreprises résidentes : il s'agit des entreprises extérieures dont le personnel travaille à plein temps dans l'établissement, cela représente une soixantaine de personnes. Les activités concernées sont : maintenance des structures, maintenance des process, restaurant d'entreprise, entretien des espaces verts, surveillance/gardiennage, logistique inerte.

2) les entreprises gérées par un plan de prévention (interventions).

3) les « formateurs » : il s'agit des activités tertiaires (bureaux), pour lesquelles le personnel des EE ne va pas dans les installations industrielles du site. L'exploitant ne rédige pas de plan de prévention pour cette catégorie.

Le processus de gestion opérationnelle des interventions des EE en termes de Sécurité et Environnement est décrite dans l'instruction NMU-PR-12-10-IN01 Ind.A du 17/05/2021. Elle décrit les différentes étapes de suivi des interventions d'EE après le passage de la commande.

Elle précise notamment que les salariés des entreprises extérieures travaillant sur le site font tous l'objet d'une formation aux risques et aux règles de NEXTER, selon 3 niveaux, dispensée par le Service Prévention des Risques de NEXTER, qui font toutes l'objet d'une évaluation des connaissances :

- niveau 3 (N3) : cette formation est dispensée aux EE résidentes sur le site.

Elle est composée de 2 parties :

→ la formation générale des risques SSE hors pyrotechnie, elle concerne : les risques, la sûreté, les situations d'urgence. Elle dure environ 3 heures. L'exploitant n'a pas défini de périodicité de renouvellement (sauf en cas d'arrêt de travail supérieur à 30 jours).

→ la formation au risque pyrotechnique : elle est identique à celle donnée aux salariés de NEXTER et est valable 5 ans. De plus, pour rester valable, le personnel intervenant doit suivre les formations trimestrielles de NEXTER.

- niveau 2 (N2) : cette formation est dispensée aux autres EE (=catégories 2 et 3).

Elle concerne les risques du site, la sirène en cas d'urgence, l'appel d'urgence... Elle est valable 1 an.

- niveau 1 (N1) : cette formation est dispensée en « urgence » pour des interventions sur le process et les pannes, elle est destinée au personnel d'EE intervenant de manière ponctuelle uniquement. Elle dure environ 20 minutes et est valable 3 mois. Le personnel formé au niveau 1 doit systématiquement être accompagné sur le site.

Il est à noter que NEXTER effectue régulièrement des audits de sécurité auprès des entreprises extérieures de catégories 1 et 2, toutes les heures ou toutes les semaines selon la nature des interventions : vérification du port des EPI, protections en place,

NEXTER effectue également un référencement des entreprises extérieures : une évaluation est systématiquement effectuée, différents niveaux de sanctions relatives au non-respect des règles de sécurité sont définis (exemples : non port des EPI, téléphone en zone pyrotechnique...), et un blacklisting peut être défini en cas de nécessité.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Organisation, formation des entreprises extérieures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'exploitant a identifié les entreprises extérieures impliquées dans la prévention et le traitement d'un accident majeur ; elles sont listées ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'entreprise résidente assurant la sûreté et le gardiennage du site : elle effectue notamment la levée de doute en cas d'alarme incendie (le personnel est composé d'agents de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes = formation SSIAP). - les entreprises extérieures (catégorie 2) intervenant pour une consignation électrique ou sur le gaz (chaufferie). <p>Une délégation de pouvoir est prévue dans leur contrat afin que NEXTER puisse directement donner des ordres aux salariés de ces EE, notamment dans le cas d'une situation d'urgence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Maîtrise des procédés et d'exploitation lors des opérations sous-traitées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Comme évoqué ci-avant, la gestion opérationnelle des interventions des EE en termes de Sécurité et Environnement est décrite dans l'instruction NMU-PR-12-10-IN01 Ind.A du 17/05/2021. Cette instruction prévoit que toute intervention d'une entreprise extérieure sur le site relève d'un plan de prévention / permis de travail, dont le but est de formaliser les mesures de prévention et les moyens de protection à mettre en place en regard des risques présentés. Les travaux par points chauds font l'objet d'une approche spécifique avec l'utilisation d'un formulaire « Permis de feu » pour l'autorisation et les conditions d'exécution. Cette instruction définit notamment que le plan de formation est un dossier composé des documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le plan de gestion des entreprises extérieures (PGEE) : il rassemble les documents administratifs valables pour toutes les interventions futures (consignes, habilitations, ...). Par exemple, la formation à la manipulation d'extincteurs est systématiquement demandée pour les entreprises extérieures résidentes. Le PGEE est valable 1 an. - la fiche d'intervention : elle gère les risques de co-activité et identifie les risques particuliers à l'intervention. Valable 1 jour à 1 semaine selon l'intervention. - l'analyse de risques complémentaire : détermine les mesures de prévention et de protections particulières à mettre en place. Valable le temps de l'intervention. - le permis de travail : il est délivré dès qu'un risque critique soumis à permis de travail est identifié par la fiche d'intervention (un risque critique peut concerner : un risque de chute de hauteur, une intervention en Z2 pyrotechnique, ...). Il est signé par l'EE et NEXTER ARROWTECH. Valable 1 jour. - le permis de feu : il est délivré pour tout travail par point chaud. Valable 1 jour. - l'attestation de formation : elle atteste que le personnel intervenant a reçu la formation dispensée par NEXTER ARROWTECH (N1-N2-N3). Le suivi administratif des habilitations et formations du personnel des entreprises extérieures est suivi par le service des Moyens Généraux, qui est également responsable de la Sûreté sur le site. Le personnel gérant l'accueil sur le site a accès à cette base de données et peut refuser l'accès à un salarié d'entreprise extérieure si son dossier est incomplet ou ses habilitations non à jour, etc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : SGS – Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – point 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures et exercices aux situations d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Comme évoqué ci-avant, chaque salarié d'une entreprise extérieure intervenant sur le site reçoit obligatoirement une formation comportant une information concernant la conduite à tenir en cas d'urgence, en particulier comment faire un appel d'urgence, reconnaître la sirène d'alerte et quelle conduite tenir (que la formation soit de niveau 1, 2 ou 3). Lors de la réalisation des exercices POI, les entreprises extérieures sont concernées comme le personnel NEXTER du site, car il y a toujours une présence d'entreprises extérieures sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Permis de travail et permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 11 (réalisation de travaux)
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de travail et permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réalisation de travaux (activités pyrotechniques)</p> <p>Pour tout travail d'entretien ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques, l'exploitant stoppe complètement toute activité dans le local concerné. Des mesures de protection adaptées doivent être prises et si nécessaire, les produits explosifs présents sont évacués préalablement.</p> <p>Tous les travaux par point chaud ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" établi et visé par le chef d'établissement, ou par la personne qu'il aura désignée.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant.</p> <p>Lorsque des travaux sont effectués par une entreprise extérieure, un Plan de Prévention définissant la nature et la localisation des opérations, l'organisation mise en place, les moyens de prévention nécessaires et les contraintes liées aux interférences entre entreprises, doit être cosigné par l'exploitant et l'entreprise extérieure.</p> <p>L'exploitant doit assurer une information du personnel de l'entreprise extérieure sur les particularités de l'activité pyrotechnique, sur les risques engendrés et sur les règles de sécurité à respecter, préalablement à son intervention sur le site.</p> <p>Lors de la réalisation des travaux, l'exploitant vérifie la bonne application des dispositions du Plan de Prévention.</p> <p>AP 15/01/2008 Article 74.5 : Travaux d'entretien et de maintenance</p> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risques inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne de conduite et de surveillance à adopter.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : La procédure relative au permis de feu prévoit que le permis de feu est établi chaque fois lors de travaux tels que : soudage au chalumeau, au poste à l'arc, au poste MIG-MAG ou TIG, meulage, perçage, sciage, tronçonnage. Le permis de feu est délivré par le représentant du chef d'entreprise donnant l'ordre de travail. Il doit être renouvelé à chaque changement (d'opérateur, de lieu, de méthode de travail).</p> <p>Le permis de feu a une durée maximale d'une journée.</p> <p>Il définit notamment les EPI (équipements de protection individuelle), les moyens d'extinction à proximité, la mise hors service des détections / noyages possibles, la présence de zone ATEX, ainsi que les moyens d'alerte et de première intervention.</p> <p>Une vérification est prévue par un salarié de NEXTER après la fin des travaux ; et le permis de feu doit être signé par le représentant de NEXTER suivant le chantier ainsi que par le personnel de l'entreprise extérieure.</p> <p>Dans le cas de travaux avec risques de projections incandescentes pouvant engendrer une prise de feu, la vérification doit être effectuée 2 heures après la fin des travaux.</p> <p>Lorsque les travaux finissent tard, il est prévu que la vérification puisse être réalisée par la société de gardiennage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Dispositions constructives : magasins 109F et 110F, atelier 101F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – points I et XII
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Point I de l'article 3 de l'AP du 15/05/1995 : Les installations seront conçues et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier sous réserve qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions du présent arrêté [...]</p> <p>Article 11 de l'AP du 17/10/2003 (modifiant le chapitre XII de l'article 3 de l'AP du 12/05/1995) : [...] Chaque installation pyrotechnique est conçue, réalisée, aménagée et exploitée conformément aux dispositions : - à l'étude des dangers globale du site, [...]</p> <p>EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphes 8.1.2 et 8.2.1 (page 95) : [...] Des merlons et des murs forts permettent de limiter le risque de projection et de propagation des effets d'une explosion d'un bâtiment à l'autre. [...] Les magasins, ateliers et stockage pyrotechniques sont entourés de merlons ou de murs forts, destinés à contenir les effets d'un accident pyrotechnique.[...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'inspection a visité les magasins 109F et 110F (intérieur et extérieur) et a fait le tour extérieur de l'atelier 101F (l'intérieur n'a pas pu être visité).</p> <p>Les 3 bâtiments respectent les dispositions constructives suivantes définies dans l'étude de dangers du 01/12/2019 (indice B) aux paragraphes 8.1.2 et 8.2.1 (page 95) et dans le plan d'opération interne (POI) du 16/12/2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Propreté : magasins 109F et 110F, atelier 101F

Référence réglementaire : Autre du 01/12/2019, article 8.1.1 (page 94)
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphe 8.1.1 (page 94) : [...] Le nettoyage régulier des locaux est assuré, ainsi que le ramassage périodique des déchets. [...]</p> <p>EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphes 8.1.2 et 8.1.3 (pages 94- 95) : [...] Les abords des bâtiments sont entretenus pour éviter la propagation d'un incendie. [...] Les abords des bâtiments sont entretenus annuellement [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intérieur des magasins 109F et 110F est propre. - les abords immédiats des magasins 109F et 110F et de l'atelier 101F sont propres et entretenus (absence de déchets et de broussailles, voies de circulation libres).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Désherbage-débroussaillage : magasins 109F et 110F, atelier 101F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien aires extérieures et abords immédiats des locaux pyrotechniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 11 de l'AP du 17/10/2003 (modifiant le chapitre XII de l'article 3 de l'AP du 12/05/1995) : Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques et de la zone de destruction des déchets doivent être désherbés et débroussaillés. Les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage doivent être de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique. Les merlons de terre sont correctement et régulièrement entretenus. Ils sont débarrassés des herbes sèches et débroussaillés. EDD 12/2019 page 95 : Les abords des bâtiments pyrotechniques sont entretenus pour éviter la propagation d'un incendie.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection a constaté que les abords immédiats des bâtiments 109F, 11F et 101F, ainsi que les merlons les entourant, sont débroussaillés et l'herbe tondue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 – point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits pyrotechniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 11 de l'AP du 17/10/2003 (modifiant le chapitre XII de l'article 3 de l'AP du 12/05/1995) : L'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par bâtiment pyrotechnique, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs autorisés sur la base des EST. Pour les dépôts de produits explosifs, l'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par dépôt, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs effectivement présents dans les locaux. Les documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées [...]</p> <p>Article 49 de l'AM du 04/10/2010 : état des matières stockées [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Article 50 de l'AM du 04/10/2010 : état des matières stockées - dispositions spécifiques [...] Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. [...]</p> <p>Constats : Les consignes de stockage affichées dans les magasins 109F et 110F autorisent une quantité maximale de stockage particulière non prévue dans l'étude de dangers et la situation administrative autorisée du site.</p> <p>L'état des stocks des magasins 109F et 110F n'est pas disponible à l'extérieur des magasins et n'est donc pas facilement accessible notamment en cas d'accident.</p> <p>Concernant le magasin 109F, le POI (version du 16/12/2021, page 33) mentionne une quantité maximale de matière active différente de celle autorisée dans la consigne : ce point est à corriger.</p> <p>L'état des stocks affiché dans le magasin 109F ne précise pas la division de risque pour un produit (cité en annexe confidentielle). De plus, les emballages de produits en anomalie, cités en annexe confidentielle (mauvaise charge d'emploi), n'indiquent pas non plus la division de risque et la masse de matière active.</p> <p>La totalité des constas est présentée en annexe confidentielle.</p>
<p>Observations : L'inspection a contrôlé les magasins de stockage 109F et 110F. Les constats sont présentés en annexe confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...]</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'inspection a consulté le rapport relatif à la dernière vérification des installations contre la foudre réalisée par Bureau Véritas du 11 au 20 juillet 2022 ; il s'agissait d'une vérification complète.</p> <p>Le rapport ne mentionne aucune observation concernant les dispositifs de protection contre la foudre relatif aux bâtiments 101F-107F-108F et 109F-110F, et précise le relevé des compteurs d'impact des paratonnerres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - paratonnerre près du 101F : compteur = 0 - paratonnerre près du 110F : compteur = 2 <p>L'inspection a vérifié sur site l'affichage des compteurs d'impact des 2 paratonnerres précités : les valeurs correspondent à celles mentionnées dans le rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Moyens incendie (ressources disponibles) : 109F, 110F, 101F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – point VI
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement disposera d'un réseau d'eau d'incendie qui devra pouvoir être mis sous pression et alimenté même en cas de coupure de courant électrique fourni par E.D.F. Ce réseau comportera des robinets d'incendie munis de raccord normalisés. Ces matériels seront judicieusement répartis dans l'établissement en accord avec le service départemental d'incendie et de secours [...]</p> <p>EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphes 8.2.2 (pages 95-96) : Le centre de La Chapelle dispose des moyens suivants : <input type="checkbox"/> Environ 20 poteaux incendie répartis sur l'établissement de façon à ce que tous les poteaux soient à moins de 200 m les uns des autres, [...] <input type="checkbox"/> une station de pompage chargée de maintenir le réseau incendie sous pression (7 à 5 bars) ainsi que d'assurer un débit de 300 m3/h. [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : D'après le plan d'opération interne (POI) du 16/12/2021, les poteaux incendie les plus proches des bâtiments 101F, 109F, et 110F sont les n°7, 8, 12, 13.</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté la présence et l'accessibilité des poteaux incendie n°7 et 12. Leur accès est dégagé et leur numéro d'identification est inscrit dessus.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Moyens incendie (vérification périodique) : 109F, 110F, 101F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – point VI
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Le matériel d'incendie devra être maintenu en bon état et vérifié périodiquement. Une consigne précisera la nature et la périodicité de ces contrôles. [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'inspection a consulté le rapport relatif à dernière vérification des poteaux incendie réalisée en mars 2022 par France Protection Incendie. Il conclut à l'absence d'observation et au bon fonctionnement des poteaux incendie suite aux mesures réalisées.</p> <p>Les résultats des mesures sont les suivants : PI n°7 : - pression statique = 7,5 bar - pression dynamique = 6,5 bar à 1000 l/min (soit 60m3/h) - débit à 1 bar = 3500 l/min (210 m3/h) - débit max = 4270 l/min (256 m3/h) PI n°12 : - pression statique = 7,5 bar - pression dynamique = 6,5 bar à 1000 l/min (soit 60m3/h) - débit à 1 bar = 3700 l/min (222 m3/h) - débit max = 4300 l/min (258 m3/h)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2007, article 3
Thème(s) : Autre, Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 3 de l'AP du 05/07/2007 : Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte 1 correspondant au débit seuil d'alerte pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - information du service unique chargé de la police de l'eau et de la pêche (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture) et de l'Inspection des Installations Classées des besoins réels et prioritaires et des ressources alternatives éventuelles de l'établissement pour une période d'un mois, - cette information est renouvelée tous les mois pendant la durée de l'alerte, - tenue d'un registre de suivi des installations de prélèvement d'eau pendant la durée de l'alerte. Ce registre indique les index hebdomadaires des compteurs. Il est tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées sur le site d'exploitation. <p>En outre, le remplissage des piscines (hors piscines en construction), des bassins d'agrément, des plans d'eau et étangs est interdit pendant la durée de l'alerte.</p> <p>Point IX de l'article 3 de l'AP du 12/05/1995 : [...] Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif devra être relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé....]</p> <p>Constats : L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer la différence de volume d'eaux souterraines prélevées entre 2021 et 2022, et de détailler les principaux postes de consommation d'eau du site (utilisations et volumes moyens consommés, pour l'eau potable et l'eau souterraine).</p> <p>Observations : Le site de la Chapelle Saint-Ursin se situe dans les bassins versants du Cher et l'Yèvre à l'aval de Bourges. Le jour de la visite d'inspection, les niveaux d'alerte définis dans l'arrêté préfectoral n°DDT-2022-297 du 26 août 2022 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de l'eau dans le département du Cher, sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Yèvre à l'aval de Bourges : situation d'alerte - Cher : situation de crise <p>L'origine de l'eau sur le site est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - alimentation en eau potable : pour les bureaux - forage : pour les installations en zone pyrotechnique (sanitaires...), la chaufferie (vapeur pour le chauffage des locaux, vapeur pour la chauffe de l'explosif dans le bâtiment 101F), eaux industrielles de l'activité de traitement de surface (en circuit fermé), le remplissage des réserves d'eau incendie. <p>Concernant le forage, l'exploitant tient à jour un relevé hebdomadaire de la consommation en eau. Par sondage, l'inspection a vérifié le respect de la périodicité hebdomadaire pour le relevé : les derniers relevés du compteur d'août ont été réalisés le 23/08/22 (68 803 m³) et le 30/08/22 (69 702 m³). A noter une consommation de 1882 m³ d'eau, plus importante que d'ordinaire, pendant l'arrêt en août dû à des travaux sur le réseau incendie (soit une consommation moyenne journalière en août d'environ 61 m³/j).</p> <p>La consommation en juin et juillet 2022 a été respectivement de 1282 m³ et 1104 m³, soit une consommation moyenne journalière sur ces 2 mois d'environ 39 m³/j.</p> <p>L'inspection a consulté la dernière déclaration GEREP : elle indique une consommation d'eaux souterraines en 2021 de 39 898 m³ soit une consommation moyenne de 3324 m³ par mois. Cette consommation moyenne est globalement 3 fois supérieure à celle des mois de juin et juillet 2022. La différence de volume d'eaux souterraines prélevées entre 2021 et 2022 mérite d'être expliquée.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Sécheresse et restrictions des usages de l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2007, article 4
Thème(s) : Autre, Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte renforcée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte renforcée correspondant au débit d'alerte renforcée pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de l'alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêt de l'arrosage des espaces verts, - arrêt du lavage des véhicules et engins hors stations équipées d'un récupérateur d'eau, en dehors de raisons particulières de sécurité dûment justifiées, - arrêt du lavage des voies et trottoirs en dehors de la nécessité de salubrité, - arrêt des exercices incendie utilisant de l'eau.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Les alertes "sécheresse" sont suivies par le Service Prévention des Risques. Des actions pérennes de gestion de l'eau ayant été mises en place dans l'établissement, l'exploitant déclare ne pas avoir eu de difficultés à mettre en œuvre les dispositions définies lors du franchissement du seuil d'alerte renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêt de l'arrosage des espaces verts --> l'exploitant n'arrose jamais les espaces verts du site. - arrêt du lavage des véhicules et engins hors stations équipées d'un récupérateur d'eau, en dehors de raisons particulières de sécurité dûment justifiées --> les véhicules sont lavés à l'extérieur du site dans une aire de lavage adaptée. - arrêt du lavage des voies et trottoirs en dehors de la nécessité de salubrité --> l'exploitant ne lave jamais les voies et trottoirs avec de l'eau. - arrêt des exercices incendie utilisant de l'eau --> les exercices incendie sont réalisés sans mise en eau pendant l'alerte sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Sécheresse et restrictions des usages de l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2007, article 5
Thème(s) : Autre, Mesures liées au déclenchement du plan de crise
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil de crise correspondant au débit d'étiage de crise pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté et au vu du dossier remis par l'exploitant le 30 juin 2005, l'exploitant met en œuvre les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de la crise : - nettoyage des sols sans utilisation d'eau (sauf pour raison de sécurité).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Des actions pérennes de gestion de l'eau ayant été mises en place dans l'établissement, l'exploitant déclare ne pas avoir eu de difficultés à mettre en œuvre la disposition définie lors du franchissement du seuil de crise : - nettoyage des sols sans utilisation d'eau (sauf pour raison de sécurité) --> l'exploitant ne nettoie jamais à grande eau les sols, sauf pour des raisons de sécurité. Seuls quelques bâtiments font l'objet d'un nettoyage du sol à l'eau pour enlever les poudres d'explosifs (=motif de sécurité).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Garanties financières "mise en sécurité"

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/11/2015, article 6
Thème(s) : Autre, Renouvellement des garanties financières "mise en sécurité"
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.
Constats : L'attestation de renouvellement des garanties financières "mise en sécurité" (pour les installations visées au 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement) n'a pas été transmise au préfet (le dernier acte de cautionnement était valable jusqu'au 18/04/2022).
Observations : Le dernier acte de cautionnement transmis au préfet par l'exploitant concerne un montant de 147 120 € et était valable du 18/04/2019 au 18/04/2022. L'exploitant doit rapidement justifier le renouvellement de l'acte de cautionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Garanties financières "Seveso"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/10/2003, article 21
Thème(s) : Autre, Renouvellement des garanties financières "Seveso"
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 21 de l'AP du 17/10/2003, modifié par l'article 13 de l'AP du 02/11/2015 : [...] L'attestation de renouvellement des garanties financières est adressée au préfet au moins trois mois avant leur échéance. [...]
Constats : L'attestation de renouvellement des garanties financières "Seveso" (pour les installations visées au 3° de l'article R516-1 du code de l'environnement) n'a pas été transmise au préfet au moins 3 mois avant l'échéance (l'acte de cautionnement en vigueur est valable jusqu'au 30/09/2022).
Observations : Le dernier acte de cautionnement transmis au préfet par l'exploitant concerne un montant de 344 360 € et est valable du 30/09/2019 au 30/09/2022. L'échéance du 30/09/2022 intervient dans moins de 3 mois, or le préfet n'a pas été destinataire du renouvellement de l'acte de cautionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet